

## PROCE VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

Mercredi 18 septembre 2024 à 19h00

**Date de la convocation : 10/09/2024**

L'an deux mille vingt-quatre le 18 septembre à 19 heures,  
Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Jean-Benoît ABADIE Maire.

Nombre de membres en exercice (6): ABADIE Jean-Beno t ; CLEMENT Lucile ; FARINE Martine ; GOUDIER Christiane ; LACROUX Pierre ; TORRES Nad ge ;

Pr sents (5) : M. ABADIE Jean-Beno t ; CLEMENT Lucile ; Mme GOUDIER Christiane ; M. LACROUX Pierre ; Mme TORRES Nad ge ;

Absents(es) (1) : Mme. FARINE Martine

Pouvoir (1): Mme. FARINE Martine M. ABADIE Jean-Beno t.

**M. Le Maire rappelle les précédentes délibérations qui ont été votées par le Conseil du 6 juin 2024 :**

|                 |  |
|-----------------|--|
| <b>2024-010</b> | FETES ET CEREMONIES  |
| <b>2024-011</b> | Designation representant de cazaunous  |
| <b>2024-012</b> | Retrait du Sivom des Communautés des Communes Plateau Lannemezan et Pays de Trie et de Magnoac. 2024 |
| <b>2024-013</b> | Valider la prise de comp2tence communautaire   |
| <b>2024-014</b> | L'adhésion de 6 Nouvelles Communes au SIVOM Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac. 2024             |
| <b>2024-015</b> | Remise gracieuse locataire IHAMOINE-FARINE (Dégâts des Eaux).  |
| <b>2024-016</b> | Fond de concours en Fonctionnement pour les Espaces Verts  |

## **Ordre du jour :**

- 2024-017 Délibération « Convention @ctes »
- 2024-018 Délibération « Subvention Ecole de SENGOUNET »
- 2024-019 Délibération « Retrait Communes Membres SICASMIR »
- 2024-020 Délibération « Adhésion Nouvelles Communes SICASMIR »
- 2024-021 Délibération « Retrait du SIVOM des Communes »
- 2024-022 Délibération « Approbation Rapport CLET »
- 2024-023 Délibération « Exonération TFHB/TFNB et CFE »
- 2024-024 Délibération « Adressage Noms des Rues »
- 2024-025 Délibération « Augmentation de crédit TRAVAUX AIRE DE JEUX »
- 2024-026 Délibération « Augmentation de crédit PERSONNEL EXTERIEUR »
- 2024-027 Délibération « Validation PROJET ADRESSAGE »

## **Délibération 2024-017 :**

### **« Convention @ctes »**

Monsieur le Maire expose que :

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2131-1, L3131-1 et L4141-1 ;

Dans le cadre du développement de l'administration électronique, l'Etat s'est engagé dans un projet dénommé ACTES qui pose les principes de la dématérialisation des actes soumis au contrôle de légalité.

M. le maire présente ce projet. Il expose à l'assemblée que le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 pris en application de l'article 139 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales dispose que la collectivité territoriale qui choisit d'effectuer par voie électronique la transmission de tout ou partie des actes soumis au contrôle de légalité signe avec le préfet une convention comprenant la référence du dispositif homologué de télétransmission.

Il donne lecture de la convention et invite le conseil à en délibérer.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

- décide de procéder à la télétransmission des actes au contrôle de légalité, y compris les actes budgétaires ;
- donne son accord pour que le maire engage toutes les démarches y afférentes ;
- autorise le maire à signer tous les documents et pièces relatifs à ce dossier ;

**POUR (6)**

**CONTRE (0)**

**ABSTENTION (0)**

## **Délibération 2024-018 :**

**« Subvention Ecole de SENGOUGNET »**

Monsieur le Maire expose que :

Suite au projet pédagogique de l'école de SENGOUGNET concernant le voyage à Pont de Salars en juin 2024, l'école en question demande le versement d'une subvention de 100€ pour l'enfant « Léna IHAMOUINE » scolarisée

en Petite Section à l'école de SENGOUAGNET.

Les tarifs varient selon le tableau de financement joint à la délibération.

**Financement**

| <u>Subventions des mairies</u>   | <u>Paiement des familles</u>   | <u>Subvention de l'APEES</u>  |
|--|--|---|
| <b>100</b> euros pour un enfant de cycle 1; 70€ Sengouagnet                                | <b>80</b> euros pour un enfant de cycle 1<br>19 x 90 = 1 710             | 1500€ ??<br>+<br>Budget de l'école (transport)<br>1 500 €<br>+<br>Coopérative scolaire<br>1 500 € |
| <b>130</b> euros pour un enfant de Sengouagnet<br>Milhas verse 2 000€<br>Portet verse 100€ | <b>120</b> euros pour un enfant de cycle 2 ou 3<br>120 x 33 = 4 620      | <b><u>4 500</u></b>   |
| 19 x 100 = 1 900<br>33 x 130 = 4 290<br>Total : <b><u>6 190 euros</u></b>                  | 19 x 80 = 1 520<br>33 x 140 = 3 960<br>Total : <b><u>5 480 euros</u></b> |   |
| 11 670 --> c'est trop  |  | <b><u>15 376€</u></b>   |

M. Le Maire, propose donc au Conseil Municipal d'accorder cette subvention de cycle 1, concernant l'enfant Léna IHAMOUINE scolarisée en Petite Section à l'école de SANGOUAGNET.

Après cet exposé et en avoir délibéré, le conseil municipal :

- APPROUVE la demande de versement de la subvention à l'école de SENGOUAGNET.**
- N'APPROUVE PAS la demande de versement de la subvention à l'école de SENGOUAGNET.**

**POUR (6)**

**CONTRE (0)**

**ABSTENTION (0)**

**Délibération 2024-019:**

**« Retrait Communes Membres SICASMIR »**

Monsieur le Maire donne lecture du rapport suivant :

Les conseils municipaux des communes ci-après ont décidé de demander **leur retrait** du SICASMIR :

**ANTIGNAC** - délibération n°2023-26 du 17 novembre 2023

**ESCANECABRE** - délibération n°2023-8/3 du 11 décembre 2023

**LABASTIDE-PAUMES** - délibération n°37/2023 du 13 novembre 2023

**MONTBERNARD** - délibération n°2023-28 du 13 décembre 2023

**MONTESQUIEU-GUITTAUT** - délibération n°35/2023 du 3 novembre 2023

**PUYMAURIN** - délibération n°2022/23 du 28 octobre 2022

Pour être accepté, le retrait d'un membre est subordonné en application de l'article L5211-19 du code général des collectivités territoriales (CGCT), applicable aux syndicats fermés conformément à l'article L5711-1 du CGCT, à l'accord des conseils municipaux exprimé dans les conditions de majorité requises pour la création de l'établissement. Le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant au maire pour se prononcer sur le retrait envisagé. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable.

Ainsi, lors de sa séance du 25 juin 2024, le Comité Syndical du Sicasmir a approuvé les retraits des communes comme exposé ci-dessus.

Les nouveaux statuts entreront en vigueur par arrêté préfectoral sous réserve de l'accord de la majorité qualifiée requise des assemblées délibérantes.

Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil Municipal

- **D'APPROUVER** le retrait des communes de **ANTIGNAC, ESCANECRABE, LABASTIDE-PAUMES, MONTBERNARD, MONTESQUIEU-GUITTAUT et PUYMAURIN**
- **DE FIXER** la date de retrait au 31 décembre 2024
- **D'AUTORISER** Madame / Monsieur le Maire à prendre toutes les dispositions relatives à l'exécution de la présente délibération
- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Sous-Préfet du département de la Haute-Garonne, arrondissement de Saint-Gaudens et à Madame la Présidente du Sicasmir

**POUR (6)**

**CONTRE (0)**

**ABSTENTION (0)**

**Délibération 2024-020:**

## « Adhésion Nouvelles Communes SICASMIR »

Monsieur le Maire donne lecture du rapport suivant :

Les conseils municipaux des communes de **ARLOS** (délibération du 3 février 2023) **BACHOS** (délibération du 31 mars 2023) **BILLIERE** (délibération du 13 décembre 2022) ont demandé **leur adhésion** au SICASMIR pour les compétences obligatoires exercées par le syndicat.

Pour être accepté, l'adhésion d'un membre est subordonnée en application de l'article L5211-18 du code général des collectivités territoriales (CGCT), applicable aux syndicats fermés conformément à l'article L5711-1 du CGCT, à l'accord des conseils municipaux exprimé dans les conditions de majorité requises pour la création de l'établissement. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant au maire pour se prononcer sur le retrait envisagé. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Ainsi, lors de sa séance du 25 juin 2024, le Comité Syndical du Sicasmir a approuvé l'adhésion des communes comme exposé ci-dessus.

Les nouveaux statuts du Sicasmir entreront en vigueur par arrêté préfectoral sous réserve de l'accord de la majorité qualifiée requise des assemblées délibérantes.

Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil Municipal

- **D'APPROUVER** l'adhésion des communes de **ARLOS, BACHOS et BILLIERE**
- **DE FIXER** la date d'adhésion au 1<sup>er</sup> janvier 2025
  
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à prendre toutes les dispositions relatives à l'exécution de la présente délibération
- **DE NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Sous-Préfet du département de la Haute-Garonne, arrondissement de Saint-Gaudens et à Madame la Présidente du Sicasmir

**POUR (6)**

**CONTRE (0)**

**ABSTENTION (0)**

### **Délibération 2024-021:**

#### « Retrait du SIVOM des Communes »

Monsieur le Maire expose que :

- la commune d'Arné a sollicité son retrait de la compétence « Travaux de Voirie », et donc du SIVOM Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac ;
- la commune d'Uglas a sollicité son retrait des compétences « Travaux de Voirie » et « Funéraire », et donc du SIVOM Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac ;
- la commune de Monléon-Magnoac a sollicité son retrait de la compétence « Funéraire », et donc du SIVOM Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac ;

Lors de son assemblée du 27 juin 2024, le Comité Syndical du SIVOM Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac a approuvé les retraits des communes d'Arné, d'Uglas et de Monléon-Magnoac du SIVOM Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac.

Conformément aux dispositions visées à l'article L 5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président du SIVOM Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac a notifié la décision du Syndicat à l'ensemble de ses adhérents pour délibérer sur ces retraits.

*Après cet exposé et en avoir délibéré, le conseil municipal :*

**APPROUVE** le retrait des communes d'Arné, d'Uglas et de Monléon-Magnoac du SIVOM Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac.

**N'APPROUVE PAS** le retrait des communes d'Arné, d'Uglas et de Monléon-Magnoac du SIVOM Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac.

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

**POUR (6)**

**CONTRE (0)**

**ABSTENTION (0)**

### **Délibération 2024-022:**

« Approbation Rapport CLET »

M. Le Maire expose que :

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 15 mars 2024 validant le transfert de compétence « construction – réhabilitation – gestion de la fourrière/refuge animal de Saint Gaudens » à la communauté de communes Cagire Garonne Salat

**VU** la délibération du Conseil communautaire en date du 23 juillet 2020 portant création de la CLECT, et fixation de sa composition,

**VU** le Code Général des Impôts, notamment l'article 1609 nonies C,

**VU** le rapport de la CLECT en date du 9 juillet 2024 relatif à la compétence « construction – réhabilitation – gestion de la fourrière/refuge animal de Saint Gaudens »

Monsieur le Maire présente aux conseillers municipaux le rapport de la CLECT et indique que la CLECT a travaillé sur le transfert de charge sur la base des cotisations de chaque commune à l'ACPA selon le barème

- 100 € pour les communes de moins de 200 habitants
- 250 € pour les communes entre 201 et 499 habitants
- 0.65 €/habitant pour les communes de 500 habitants et plus

**CONSIDERANT** que le rapport de la CLECT a été adopté lors de la réunion de la CLECT du 9 juillet 2024,

**CONSIDERANT** que le Conseil municipal de chaque commune membre est appelé à se prononcer, dans les conditions de majorité qualifiée prévues à l'article L 5211-5 du,

Le conseil municipal,

**APPROUVE**

**REFUSE** le rapport de la CLECT en date du 9 juillet 2024 relatif à la compétence « construction – réhabilitation – gestion de la fourrière/refuge animal de Saint Gaudens »

**POUR** (6)

**CONTRE** (0)

**ABSTENTION** (0)

**Délibération 2024-023 :**

« Exonération TFHB/TFNB et CFE »

**M. Le Maire expose :**

Les dispositions de l'article 1383 E bis du code général des impôts permettant au conseil Municipal, d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties, dans les zones France ruralités revitalisation mentionnées aux II et III de l'article 44 quinquies A du code général des impôts, les hôtels pour les locaux affectés exclusivement à une activité d'hébergement, les locaux meublés à titre de gîte rural, les locaux classés meublés de tourisme ou les chambres d'hôtes.

Il précise que la décision du conseil Municipal peut concerner une, plusieurs ou l'ensemble de ces catégories de locaux.

**(Exposé des motifs conduisant à la proposition)**

**Vu** l'article 1383 E bis du code général des impôts,  
Le conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**Décide** d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties :

- Les hôtels pour les locaux affectés exclusivement à une activité d'hébergement 1
- les locaux classés meublés de tourisme 1
- les chambres d'hôtes 1

**POUR** (6)

**CONTRE** (0)

**ABSTENTION** (0)

**Délibération 2024-024 :**

« Adressage Noms des Rues »

**Monsieur le Maire expose le projet :**

**La commune va procéder à la numérotation du village, ainsi qu'à l'adressage des noms des rues du village.**

**Pour se faire et pour pouvoir procéder à une demande de subvention, il est importation que le conseil municipal donne son avis et son accord, afin de mettre en place à ce projet.**

**Où l'exposé, le conseil municipal,**

**ACCEPTE le projet de M. Le Maire**

**N'ACCEPTE pas le projet de M. Le Maire**

**POUR (6)**

**CONTRE (0)**

**ABSTENTION (0)**

**Délibération 2024-025 :**

**« Augmentation de crédit TRAVAUX AIRE DE JEUX »**

**Monsieur le Maire expose la décision modificative nécessaire pour le règlement de la facture SIVOM Bord 74 Titre 1869 pour un montant de 5200€ »**

**En effet il manque des fonds Budgétaire à l'article 6218, dont il convient d'augmenter les crédits de 2000€.**

**Après discussion le conseil municipal,**

**APPROUVE LA DM**

**N'APPROUVE PAS LA DM**

**POUR (6)**

**CONTRE (0)**

**ABSTENTION (0)**

**Délibération 2024-026 :**

**« Augmentation de crédit PERSONNEL EXTERIEUR »**

**Monsieur le Maire expose la décision modificative nécessaire pour le règlement de la facture SIVOM Bord 74 Titre 1869 pour un montant de 5200€ »  
En effet il manque des fonds Budgétaire à l'article 6218, dont il convient d'augmenter les crédits de 2000€.**

**Après discussion le conseil municipal,**

- APPROUVE LA DM**
- N'APPROUVE PAS LA DM**

**POUR (6)**

**CONTRE (0)**

**ABSTENTION (0)**

**Délibération 2024-027 :**

**« Validation PROJET ADRESSAGE »**

**Monsieur le Maire expose le projet :**

**La commune va procéder à la numérotation du village, ainsi qu'à l'adressage des noms des rues du village.**

**Pour se faire et pour pouvoir procéder à une demande de subvention, il est important que le conseil municipal valide le projet.**

**Où l'exposé, le conseil municipal,**

- ACCEPTTE le projet de M. Le Maire**
- N'ACCEPTTE pas le projet de M. Le Maire**

**POUR (6)**

**CONTRE (0)**

**ABSTENTION (0)**

Fait : A CAZAUNOUS  
Le : 01/10/2024

Le Maire,  
Jean-Benoît ABADIE

**Conformément aux prescriptions de l'article L.2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.**

**Vu pour être affiché le 01/10/2024**